

# Focus économique France

## De Christophe Pennellier

**Interview de Christophe Pennellier, Senior VP & Chief Risk Officer chez Cartan Trade, l'insurtech qui démocratise l'assurance-crédit, notamment pour les PME en Europe.**

Cartan Trade se distingue par son approche innovante et digitalisée, offrant des solutions modernes et adaptées aux entreprises de toutes tailles. La société apporte au quotidien des éclairages aux décideurs européens, tout en soutenant et sécurisant leur business.

*Fort de son expérience de plus de 30 ans, Christophe Pennellier joue un rôle clé dans la gestion des risques, contribuant à la mission de Cartan Trade de rendre l'assurance-crédit plus accessible et efficace.*

*Il nous partage, aujourd'hui, sa vision éclairée sur la situation économique actuelle de la France.*



## LES PRINCIPALES TENDANCES ÉCONOMIQUES EN FRANCE

- **La confiance des chefs d'entreprise s'est dégradée sur 2024.** Les incertitudes concernant les politiques publiques, les interrogations autour du budget et la nécessité de réduire les déficits publics font peser une véritable menace sur une croissance déjà fragilisée.
- Les récentes annonces autour de la réduction des déficits publics (de 6.1% à 5% sur 2025), les baisses de dépenses publiques et les hausses d'impôts auront **des conséquences négatives sur l'investissement et la consommation.**
- **Dans ce contexte, la France est sous surveillance accrue des marchés financiers et des agences de notation du fait du scepticisme des experts sur la nouvelle trajectoire de déficit.**
- La dette française est désormais plus coûteuse avec des taux d'intérêts plus élevés pour la souscription d'obligations d'État françaises (OAT). Ces taux sont désormais plus importants que ceux de l'Espagne ou du Portugal. Notons qu'environ 54 % des titres de dette publique et privée française étaient détenus par des non-résidents au 2ème trimestre 2024. Cette forte proportion de dette détenue par des investisseurs étrangers rend la France particulièrement sensible aux perceptions et aux décisions de ces investisseurs.
- **Le contexte mondial est marqué par plusieurs incertitudes géopolitiques** entre les prochaines élections aux États-Unis, la situation au Moyen-Orient, la guerre russo-ukrainienne... Cette combinaison complexe a un impact significatif sur l'économie française.

**Dans cet environnement économique instable, les chefs d'entreprise adoptent une position attentiste et préfèrent retarder leurs investissements.**

## FOCUS SUR LES DIFFÉRENTS SECTEURS

### Les secteurs sur lesquels nous ne prévoyons pas de dégradation sur 2025 :

- **L'agroalimentaire** reste un secteur clé de l'économie française. Nous sommes toujours considérés comme une puissance agricole avec une part importante dans les exportations françaises. Les tensions géopolitiques accentuent une pression sur les prix agricoles. Quant aux phénomènes climatiques (El Niño, les fortes précipitations qui ont perturbé les récoltes de 2024, ...), ils constituent des aléas de nature à perturber un cycle de croissance qui reste encore bon.
- **Le secteur de l'énergie** présente des besoins d'investissements afin de modifier le mix énergétique français encore trop dépendant du carbone (60% de la consommation). Les énergies renouvelables augmentent progressivement leur place sous l'effet de la politique climatique. La place du nucléaire dans ce mix énergétique (36%) confère à la France un savoir-faire reconnu à l'international, et les investissements à réaliser pour moderniser et agrandir le parc nucléaire offrent de belles perspectives.
- **L'industrie pharmaceutique** française connaît une année 2024 dynamique et tirée par l'innovation. La demande à l'international reste bien orientée sur un secteur dominé par les « Big Pharma » parmi lesquels Sanofi figure en bonne place. Le développement des mécanismes de couverture sociale, dans des pays qui en étaient dépourvus jusqu'à la crise covid, offre des perspectives intéressantes, mais la concurrence est très rude sur les génériques.

Pour les autres secteurs, nous sommes sur des risques élevés voir très élevés.

- **La construction** reste le secteur le plus lourdement touché par la remontée des défaillances depuis 2 ans. Plusieurs phénomènes se conjuguent pour expliquer la chute des mises en construction et celle de l'activité : des taux d'intérêts élevés, des investissements fonciers en forte baisse, des coûts matières et énergétiques difficiles à répercuter pour les constructeurs et artisans, et enfin, une chute des transactions immobilières chez les particuliers.

Dans un premier temps, le logement neuf a été l'activité la plus touchée par ce ralentissement mais la rénovation souffre désormais en dépit de besoins importants, notamment sur la rénovation thermique et la mise aux normes des bâtiments. L'instabilité des aides dans ce domaine avec des changements des conditions fiscales et d'accès aux subventions qui sont modifiées régulièrement, avec une baisse de leur attractivité, privent les acteurs et les clients d'une visibilité nécessaire pour lancer des chantiers.

Enfin, le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) a pour effet de limiter et de rendre difficile tout nouveau projet. Les besoins en logement restent importants en France et la baisse des taux ainsi qu'un assouplissement de la politique des banques sur la délivrance des prêts immobiliers pourraient apporter un peu d'oxygène sur 2025.

- **L'industrie automobile** est actuellement sous pression face à un marché qui s'est fortement ralenti en 2024 avec la chute des ventes de véhicules électriques à un moment où l'ensemble des constructeurs consacrent une part massive de leurs investissements sur le moteur électrique. L'échéance 2035 qui doit marquer l'interdiction de production de nouveaux modèles thermiques impose ces investissements vers une transition de l'outil industriel et l'adaptation de l'ensemble de la filière. Le coût des véhicules électriques reste un frein majeur à l'achat. La pression et les aides à l'achat sont complexes à mettre en œuvre et leurs conditions changent trop régulièrement pour rassurer les acheteurs. En outre, la concurrence chinoise sur les véhicules reste très agressive, les barrières douanières dressées par l'Europe font effet pour l'instant mais la pression de la Chine et sa volonté de produire au sein de l'UE pourraient affaiblir la position de Bruxelles.

La hausse du coût de l'énergie pèse également sur la situation de la filière, comme le montrent les annonces de résultats revus à la baisse sur 2024. Ces difficultés pèsent sur les sous-traitants qui subissent déjà une hausse des défaillances.

**La baisse des taux d'intérêts, les derniers efforts consentis par les constructeurs sur les véhicules électriques, la nécessité de « décarboner » le parc automobile, le renouvellement de l'offre produits et l'engouement du «vintage» sont autant d'éléments intéressants pour ce secteur (le succès du dernier Mondial à Paris en atteste), mais la transition sera longue et très coûteuse sous la pression grandissante d'une concurrence hors UE.**

- **La métallurgie** est frappée par les difficultés de l'économie chinoise, premier producteur mondial d'aciers (55% des aciers produits en 2023). La crise de l'immobilier et de la construction, premier débouché de cette production d'acier, a conduit la Chine à exporter massivement ces aciers provoquant une chute brutale des cours à partir de l'été 2024. **L'ensemble des sidérurgistes, dans le monde, subissent de plein fouet ces chutes de prix dans une période où l'industrie ralentit et où les besoins d'investissements restent importants** (notamment sur la décarbonation). Certains acteurs ont déjà réduit leur capacité de production et certains ont même arrêté leur activité comme Huachipato, le premier aciériste du Chili.

Cette situation fragilise les acteurs de la filière, les négociants et revendeurs se retrouvant avec des stocks achetés au prix fort et subissant des dévalorisations importantes qui mettent à mal leur situation financière.

**Le contexte économique global actuel en France demeure incertain. La croissance devrait poursuivre son érosion en 2025 dans un contexte de politique intérieure instable et des tensions géopolitiques toujours présentes. Cet environnement pèse sur le moral des chefs d'entreprises et des ménages. L'épargne étant toujours élevée au dépend de la production.**

## LES DÉFIS INTERNATIONAUX POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.

Le positionnement de la France est également ébranlé par le non-respect permanent des critères de convergences exigés par l'Euro, aucun des plans proposés jusqu'à présent n'ayant pu atteindre les résultats escomptés. **La France est désormais placée sous surveillance pour déficit excessif** et la pression s'accroît de la part des agences de notation qui ont toute placée la France en perspective négative. Une dégradation de la note aurait pour effet de surenchérir le coût de la dette et si les dernières émissions d'OAT par France Trésor à l'été 2024 a rencontré un bon accueil de la part des investisseurs, il n'en demeure pas moins vrai que le spread avec le taux allemand s'accroît et le coût de la dette devient plus important.

**Au niveau européen, le ralentissement constaté en Allemagne est aussi un point d'attention majeur, car** non seulement, il s'agit du premier partenaire économique de la France, mais également, le moteur principal de la zone Euro. L'Allemagne souffre principalement de la baisse de ses exportations, point fort de son économie, à destination de deux de ses principaux débouchés, la Chine et la Russie. Les relais de croissance ne sont pas nombreux dans un pays qui a toujours privilégié l'épargne à la consommation et qui connaît une crise démographique persistante. Les difficultés de l'Allemagne s'expliquent également par les coûts et les conditions d'accès à l'énergie, à la suite du choix stratégique de sortie du nucléaire créant une dépendance vis-à-vis de la Russie, pour la première industrie d'Europe.

**Enfin, l'environnement international reste un facteur d'instabilité pour les prévisions 2025.** Les élections américaines de novembre sont porteuses d'incertitudes, le conflit à l'est de l'Europe s'enlise et les tensions persistantes au Moyen Orient font, à la fois, peser une menace sur les cours du pétrole et perturbe le commerce international dans le golfe d'Aden rendu difficilement navigable et dont le contournement surenchérit les coûts de transports. Il conviendra également de suivre la politique de relance de la Chine avec, en parallèle, une pression grandissante sur Taïwan qui peut devenir un nouveau point conflictuel avec l'occident et déstabiliser le marché de l'électronique.

Sur un plan plus structurel, l'Europe accuse un retard grandissant sur l'innovation technologique avec les Etats-Unis et l'Asie. Le rapport Draghi a mis en évidence ce retard et l'absence de l'Europe sur les dernières avancées technologiques, notamment l'AI, peut amener des concentrations d'investissements en dehors de l'Europe et conduire à une fuite de la matière grise vers des pays plus attractifs. Ce rapport appelle l'UE à mener un plan d'investissement massif pour combler une partie de ce retard mais les pays européens restent très divisés autour du financement avec des situations budgétaires et d'endettements très disparates. Il est désormais très clair que ce décrochage de l'Europe sur les technologies constitue une menace pour son économie.

## L'INNOVATION UN FACTEUR DE RELANCE ÉCONOMIQUE

**L'innovation est souvent considérée comme un moteur essentiel pour la relance économique.** Cela montre que les entreprises ont confiance en leur avenir. Elles investissent pour répondre aux nouvelles demandes du marché. C'est un point qui est effectivement extrêmement important.

En même temps, il faut bien prendre en compte que ces investissements s'amortissent très lentement. C'est donc une prise de risque sans connaître l'impact sur le résultat final.

## L'ASSURANCE-CRÉDIT UN LEVIER DE RÉPONSE DANS CE CONTEXTE

Sur ces derniers mois nous avons pu faire le constat d'une érosion de la croissance, d'une remontée des défaillances dans la plupart des pays européens, particulièrement en France, et une étude récente de la Banque de France fait état d'un dérapage des délais de règlements fournisseurs en contradiction avec les obligations de loi LME.

Dans ce contexte, **l'assurance-crédit** peut jouer un rôle crucial en offrant de la visibilité sur la santé financière de ses acheteurs, en France et partout dans le monde, ainsi qu'une protection contre les impayés, permettant ainsi aux entreprises de sécuriser les transactions commerciales et de naviguer plus sereinement dans un environnement économique incertain.

**Cartan Trade** a une politique générale de souscription qui prend en compte les micros-événements propres aux secteurs et à la situation de chaque entreprise. Pour Christophe Pennellier, il est essentiel, dans de telles circonstances, de revenir aux **fondamentaux de gestion de trésorerie pour protéger son entreprise.**

Après avoir profité d'un accès au crédit peu cher, il est impératif de retrouver de bonnes habitudes de gestion de trésorerie.

- Cela doit passer par une gestion fine **des délais de règlement, qui se dégradent à nouveau en France.**
- Après une période marquée, pour les entreprises, par des niveaux de trésorerie globalement confortables sous l'effet des PGE, **le poste clients redevient un actif clé pour le financement de cycle d'exploitation.** Il convient de le sécuriser afin d'en assurer la mobilisation.
- Enfin, **sécuriser les approvisionnements en période économique difficile** est important pour maintenir la continuité des opérations et minimiser les risques.